

Maison du Peuple - Bourse du travail CGT

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »



Union des syndicats CGT du Bassin Villeneuvois

54 av : Président Wilson 94190 Villeneuve saint Georges

01 43 89 04 38 unioncgtbv@laposte.net

Municipales 2026: La CGT interpelle les candidats sur 10 thématiques fortes !!!

Mesdames et Messieurs les candidats.

En prévision des élections municipales des 15 et 22 mars 2026, les responsables CGT du Bassin Villeneuvois réunis le 12 Février ont décidé de porter à la connaissance des listes candidates dans les municipalités de Villeneuve saint Georges- Villeneuve le Roi- Villecresnes - Ablon sur seine – Santeny – Périgny sur Yerres – Marolles en Brie – Mandres les Roses - les mesures qu'elle défend, exprimant les attentes sociales et démocratiques de nos adhérents et producteurs – que nous défendons et représentons. *Il est indispensable pour notre organisation, la CGT, attachée à des valeurs d'égalité, de solidarité, de porter nos propositions pour la réponse aux besoins sociaux en interpellant les candidats aux élections municipales*

Services publics, logement, transports... toutes les principales préoccupations des habitants ont été couvertes, sans oublier la lutte nécessaire contre une extrême droite plus que jamais en embuscade. Au programme : **10 thématiques** propres aux prérogatives des maires, réunies dans la présente **lettre ouverte** transmise aux candidats.

Développer les services publics pour permettre aux agents de remplir leurs missions

Près de 2 millions d'agents mettent en œuvre les politiques publiques décidées par celles et ceux qui seront élus le 22 mars au soir. Elles et ils doivent faire face à des politiques d'austérité qui les privent des moyens nécessaires à l'exercice de leurs missions : 5,3 milliards d'€ d'efforts demandés toutes collectivités confondues. Le statut de fonctionnaire subit également de fortes attaques : *Nationalement Il y a 35 % d'agents contractuels dans les municipalités et sur notre Bassin Villeneuvois parfois plus -couplé à des réductions massives d'emplois et de privatisation de services. Autant de variables d'ajustement et de conséquences négatives en termes d'efficacité des services publics.*

Au contraire de cette véritable destruction de ce qui fait socle commun, la CGT défend le maintien et le développement des services publics de proximité, avec la préservation et l'amélioration du statut des fonctionnaire, la titularisation des personnels pouvant y prétendre et le refus des logiques d'externalisation et de sous-traitance. Le Management pratiqué dans les services est de plus en plus maltraitant et malveillant, il faut lui redonner une orientation fondée sur le respect des personnes en adéquation avec les règles professionnelles et sociales.

Des critères sociaux et environnementaux dans les marchés publics

La commande publique est un levier majeur des municipalités. Elle pèse à la fois sur l'emploi, les salaires, la qualité des services, comme sur l'environnement.

La CGT demande la mise en place de critères vérifiables : clauses sociales opposables (conventions collectives, salaires, égalité, santé sécurité), exigences environnementales mesurables (carbone, matériaux,

déchets, transport) et transparence sur les engagements et leur contrôle. La CGT rejette les logiques de sous-traitance en cascade et porte la valorisation du « made in France » et des circuits courts.

Une politique de logement qui réponde aux besoins

Préoccupation majeure des travailleurs, le logement subit une crise majeure dont souffre près de 15 millions de personnes. Les communes ont un rôle à jouer pour enrayer cette situation.

Pour La CGT, Il est urgent que les municipalités fassent le choix de respecter strictement la loi SRU en s'engageant dans la production de logement sociaux, ça passe par la remobilisation de logements vacants, la réhabilitation et la modernisation de l'existant ainsi que la limitation des résidences de tourisme type AirBnB, qui font la part-belle à la spéculation. Sur le plan environnemental, la CGT défend également la limitation de l'étalement urbain et la réhabilitation des bâtiments publics – y compris sur le plan énergétique- par exemple nous préconisons la couverture photovoltaïque des bâtiments publics en visant l'autosuffisance énergétique pour ces installations.

Une gestion de l'eau sociale et environnementale

Les municipalités ont de grandes responsabilités par rapport à la gestion de l'eau, mais à l'heure actuelle, il n'y a pas de volonté de faire de l'eau un bien commun : La CGT déplore *que la gestion de ce service public de l'eau ne réponde pas aux attentes, ni aux besoins, ni aux enjeux écologiques actuels.*

La CGT défend la création d'un réel service public de gestion de l'eau, transparent, contrôlable et accessible à tous, ainsi qu'une tarification juste et égalitaire quelle que soit la commune.

Un développement et une décarbonation des transports collectifs

Les transports sont un enjeu social et environnemental important, : « *La question des transports doit contribuer à la décarbonation sur l'ensemble de sa filière (de la fabrication au recyclage en passant par l'exploitation), elle permet l'accès au travail, à la culture, aux loisirs et elle contribue fortement à l'activité économique du pays. Son bon fonctionnement nécessite une desserte fine de l'ensemble du territoire, avec un service de proximité et de qualité, une tarification rendant les transports collectifs accessibles à tous et des espaces de contrôle et de débat démocratique sur les questions de transport. Pour faciliter l'accès aux moyens de transports.*

La CGT propose la création d'une passerelle piétonne au-dessus de la seine reliant Villeneuve le Roi face à la gare de Villeneuve Triage.

Une éducation inclusive et publique

Les municipalités ont un certain nombre de prérogatives qui touchent directement le domaine de l'éducation. La CGT lance trois alertes sur les écoles :

Sur le maillage territorial, car les écoles en milieu rural risquent d'être fortement impactées par les suppressions

de postes d'enseignants, avec des fermetures de classes – voire d'établissement. Les municipalités doivent s'opposer fermement à toute fermeture d'école.

Sur le financement de l'enseignement privé: la concurrence inégale et faussée de l'enseignement privé sous contrat participe à la ghettoïsation et au séparatisme social. L'école publique et laïque est la seule école qui a l'obligation d'accueillir tous les élèves, et doit redevenir la priorité des politiques publiques à toutes les échelles.

Sur le bâti scolaire: les écoles ne répondent plus à l'enjeu du réchauffement climatique, comme l'ont montré les récents épisodes de températures extrêmes. Se pose également la question de la toxicité des matériaux de construction (amiante, radon) et l'accessibilité des élèves en situation de handicap. Une rénovation du bâti scolaire est indispensable, à plus ou moins long terme.

La Cgt attire l'attention sur la situation des personnels à savoir les Atsem, qui sont une aide très importante pour les enseignants du premier degré», qui doivent bénéficier des moyens nécessaires à l'exercice de leurs missions essentielles. La CGT apprécie positivement « que des candidats se prononcent en faveur de la gratuité de la restauration scolaire en lien avec une tarification sociale.

une action sociale et un accès à la culture renforcés

La culture est souvent la première victime des coupes budgétaires dans les collectivités. *Ça fait des mois que La CGT dénonce un plan de licenciement massif dans nos secteurs qui ne dit pas son nom. Les villes et les intercommunalités ont jusque-là à peu près résisté, mais le risque est grand d'aller vers un effondrement de ce qu'on appelle le service public de la culture. Les municipalités sont un maillage essentiel pour instaurer des politiques culturelles ambitieuses, de proximité.*

La CGT demande aux municipalités qu'elles aient une politique volontariste en matière d'enseignement artistique, d'éducation populaire, de soutien à la création et de soutien aux artistes via des dispositifs soutenant l'emploi direct. La culture n'est pas un luxe, elle doit être l'affaire de tous et il est essentiel qu'elle soit au cœur des programmes de ces municipales.

Un accueil de qualité pour la petite enfance et les personnes âgées dépendantes

Les politiques austéritaires successives ont un impact violent sur les personnes les plus fragiles. Turn-over, sous-effectif chronique, perte de sens au travail et conditions de travail difficiles sont les quotidiens des agents qui s'occupent des enfants en bas âge et des personnes âgées dépendantes.

La CGT défend la suppression de tout financement public aux structures privées lucratives dans ce secteur et le développement des structures publiques (y compris en termes de personnel), l'accès aux places en crèches municipales à tous sans discrimination de revenu et le développement des structures publiques de maintien à domicile.

Une offre de soin de proximité

Un tiers des communes françaises connaît des difficultés d'accès aux soins. *On dénonce souvent une utilisation des urgences hospitalières abusive et inappropriée. C'est la conséquence directe de la difficulté – voire de*

l'impossibilité pour certains – d'avoir accès à une médecine de ville – même en zone urbaine dense.

Pour La CGT l'avenir est au développement de centre municipaux de santé pluriprofessionnels à gestion non lucrative, adossés à l'hôpital public, répartis sur le territoire pour répondre aux besoins locaux. Ils doivent être gérés de façon démocratique, en associant patients, professionnels de santé et Sécurité sociale, avec un financement intégral par la Sécu pour éviter tout reste à charge et avance de frais. Les hôpitaux publics et l'attraction des métiers paramédicaux doivent également être renforcés.

La défense des libertés syndicales

Les Bourses du travail sont menacées dans nombre de communes. Elles sont pourtant un échelon indispensable du syndicalisme en territoire pour permettre à l'ensemble des salariés, retraités et privés d'emploi d'avoir accès au droit et d'être protégés et défendus.

La CGT demande aux maires de respecter le droit aux libertés fondamentale – singulièrement auprès des agents territoriaux – ainsi que dans les entreprises agissant sur leur territoire et de conforter et développer les Bourses du travail. Pour La CGT il est urgent, dans ce moment de d'incertitude politique majeur, de laisser et conforter la place de ces outils indispensables à la défense des droits. La CGT porte notamment le maintien des locaux syndicaux déjà existant – tel l'Union des syndicats CGT du Bassin Villeneuvois/Bourse du travail CGT, et la prise en charge de l'entretien et de la rénovation par les 8 mairies de son périmètre. Le syndicalisme est d'intérêt public.

AUCUNE ALLIANCE AVEC L'EXTREME DROITE

*Pour empêcher l'extrême droite d'entrer dans nos villes, il faut répondre aux exigences sociales et environnementales, c'est aussi pour ça qu'on pose ces 10 exigences. Notre campagne d'interpellation vise aussi à tirer un signal d'alarme, nous posons une 11^e exigence : **le refus de toute alliance avec l'extrême droite**, au premier comme au second tour. L'extrême droite n'est pas une force républicaine, **c'est un danger** pour la cohésion du pays, pour les libertés. L'extrême droite, le peuple Français l'a déjà subi lors de « l'ETAT Français de PETAIN 1939-1945 ». Aujourd'hui, le bilan de l'extrême droite dans les villes qu'elle contrôle est éloquent. Pour autant, **l'avancée de l'extrême droite n'est pas inexorable** : à Perpignan, la mobilisation de la CGT et de nombreuses associations a fait reculer le maire Rassemblement national dans son projet de rebaptiser une rue du nom d'un militant de l'OAS, organisation raciste, anti-républicaine, qui a tenté de faire un coup d'État en France en 1962. Voilà, Mesdames et Messieurs les candidats dans les 8 villes de notre Bassin Villeneuvois, **désormais les producteurs que nous représentons vont pouvoir examiner vos programmes à l'aune de leurs exigences sociales et environnementales que nous venons de vous présenter.***

A vous lire.

Secrétaire Générale

Union des Syndicats CGT du Bassin Villeneuvois

Isabelle RASTEL

06 81 72 67 01 – unioncgtbv@laposte.net